

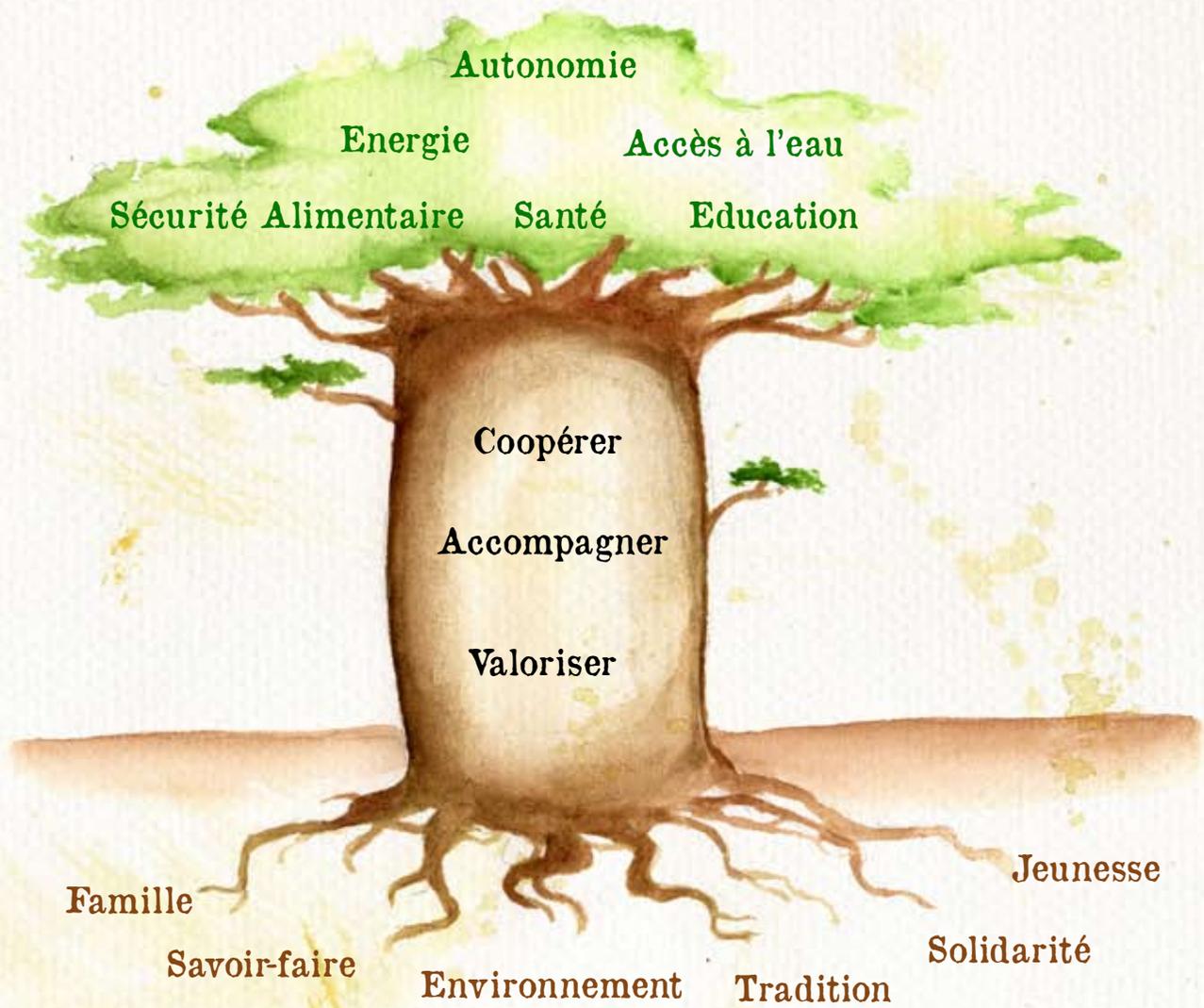
Association

Res Publica

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2009



Septembre 2010



Autonomie

Energie

Accès à l'eau

Sécurité Alimentaire

Santé

Education

Coopérer

Accompagner

Valoriser

Famille

Savoir-faire

Environnement

Tradition

Jeunesse

Solidarité

SOMMAIRE

3 Association

5 Burkina Faso

7 Education

13 Agriculture

17 Economie

21 Santé

23 Guinée

25 Nicaragua

27 France

29 Chiffres



Association

4

Françoise Perrin
Présidente



Fondée en 1997 et financée sur fonds propres, Res Publica est une association indépendante tant vis à vis du pouvoir politique que du pouvoir économique.

Au Burkina Faso, en France, comme dans d'autres pays, nous identifions des projets innovants pour faire avancer les thématiques du développement, de la citoyenneté et de la démocratie.

Active sur les trois leviers du développement (l'éducation, la santé et l'économie), l'association est reconnue ONG au Burkina Faso.

Dans les communes rurales de Nanoro, Pella et Soaw (province du Boulkiemdé), Res Publica mène une action directe de terrain partant des initiatives locales pour tendre vers l'intérêt général et la constitution d'une société civile citoyenne.



« Il n'est de richesse que d'hommes, mais cette richesse, doit être entretenue et développée ; l'éducation, la santé et l'agriculture sont indispensables à la valorisation de ce capital humain ».

Jean Bodin, philosophe français

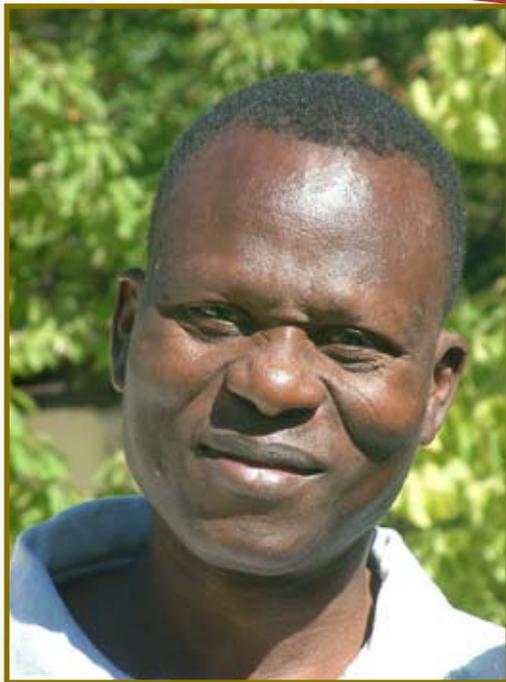
En cinq ans, le volume d'activités de Res Publica a été multiplié par dix. Sur l'année 2009, notre budget a atteint 1,3 millions d'euros. Nous nous donnons les moyens financiers d'appuyer les projets de nos partenaires et de faire évoluer notre structure burkinabè qui gère nos réalisations sur place.

Au Burkina Faso, notre action au coeur du système éducatif est aujourd'hui stabilisée. Nous nous concentrons sur le maintien des bons résultats scolaires, sur le renforcement de nos partenaires et sur le maintien d'un climat de travail serein entre tous les acteurs. Ce modèle participatif doit maintenant prouver son efficacité dans la durée. Nous pourrions alors mesurer son impact à long terme avant de chercher à le dupliquer à un territoire encore plus étendu.

Le domaine agricole mérite lui aussi un appui conséquent pour consolider des initiatives qui commencent à porter leurs fruits. Mais pour être efficace et durable, ce développement économique doit être initié par les bénéficiaires eux-mêmes. Res Publica restera dans un rôle d'accompagnateur sans jamais se substituer ou assister les acteurs économiques.

Burkina Faso

Basile Darga
Coordonnateur national



Dans un contexte mondial en plein doute, les programmes d'activités de Res Publica évoluent.

La crise alimentaire a révélé l'urgence de trouver des alternatives pour accroître la production agricole nationale et réduire la dépendance du pays vis-à-vis des produits alimentaires importés.

Afin d'appuyer les politiques publiques dans leur recherche de l'autosuffisance alimentaire, Res Publica a décidé d'accroître le budget alloué au secteur de l'économie.

La structure s'est renforcée en terme de capacité d'intervention en procédant au recrutement d'un responsable agro-pastoral et d'animateurs ruraux.

L'antenne administrative de Ouagadougou tient dorénavant en interne sa comptabilité sous contrôle du siège français. C'est un nouveau pas vers les renforcements et l'autonomie de fonctionnement de la structure.

Au plan national, l'année 2009 a été marquée par les inondations du 1^{er} septembre. Cette catastrophe naturelle a interpellé notre Association, puisqu'elle finance et construit des infrastructures accueillant du public. Notre dispositif de contrôle des chantiers a été revu afin d'assurer une meilleure qualité des ouvrages et une plus grande sécurité des utilisateurs.

Res Publica reste mobilisée auprès des pouvoirs publics et des autres partenaires pour faire face aux multiples problèmes.

Peu à peu, les partenariats publics-privés s'affinent. Nos programmes se veulent complémentaires et intégrés aux projets nationaux et à ceux des associations locales, des ONG et des coopérations internationales.

Nos engagements nous y obligent.



Le Burkina : Une approche globale du développement

Nos objectifs

Favoriser le progrès social.

Accompagner, valoriser et diffuser les initiatives et savoirs locaux.

Développer la notion d'intérêt général.

A Ouagadougou et directement sur le terrain dans les villages, nos équipes animent et coordonnent l'ensemble de nos programmes de façon pragmatique.

Dans l'Éducation

Res Publica agit en partenariat avec les institutions burkinabè et promeut l'éducation primaire pour tous :

- construction / réhabilitation d'établissements scolaires et de logements pour les enseignants
- apport en matériel scolaire (mobilier, manuels et fournitures)
- soutien massif à la scolarisation des filles
- accompagnement des écoles vers une autonomie de fonctionnement (cantines, jardins et champs scolaires, vergers, projets de petit élevage)
- soutien à l'enseignement secondaire et supérieur

Dans le secteur Santé

Res Publica investit dans :

- la construction ou rénovation de locaux (dispensaires, maternités) et l'installation de l'énergie solaire
- l'approvisionnement en matériel médical
- la mise en place d'une protection maternelle et infantile et du planning familial

Dans l'Agriculture

Res Publica dynamise la production, la transformation et l'écoulement par :

- le soutien aux producteurs en termes d'accès aux financements (micro-crédits), de mutualisation d'achats et de formations
- l'accompagnement vers des techniques moins coûteuses et plus respectueuses de l'environnement
- l'incitation à la récupération des terres dégradées
- la valorisation et la commercialisation des productions locales notamment en initiant des activités de transformations



Education

Centre d'éveil et d'éducation pré-scolaire (CEEP) de Nanoro

1 Maternelle 3 Classes 95 Elèves



Ecole maternelle de Nanoro



L'année scolaire 2009/2010 a connu un changement radical dans la gestion de la Maternelle de Nanoro.

Devant le non respect par la Mairie de Nanoro de ses engagements vis-à-vis du personnel communal, recruté pour le fonctionnement de la structure, et vis-à-vis de notre association, nous avons dû dénoncer la convention que nous avions signée avec Monsieur le Maire.

Seule la convention signée avec la Direction Provinciale de l'Action Sociale a perduré. Cette direction a donc affecté trois moniteurs diplômés d'Etat en remplacement du personnel communal.

La gestion a été confiée aux trois partenaires : l'Action Sociale (responsable des ressources humaines et des aspects pédagogiques), le Comité de Gestion (représentant les parents d'élèves en charge de la gestion quotidienne) et l'association Res Publica (appui financier au fonctionnement).

Ce partage des tâches a permis au CEEP de fonctionner de manière efficace, chaque structure ayant pu faire face à ses responsabilités.

Suite aux mauvais résultats à l'examen du Certificat d'Etudes Primaires (2008/2009) dans les trois CEB (Circonscription d'Education de Base) où nous sommes, nous avons décidé de ne pas étendre notre intervention à une nouvelle zone. Au contraire, nous avons mobilisé toutes les personnes compétentes dans le domaine de l'éducation primaire (DPEBA, inspecteurs, directeurs d'école, enseignants et parents d'élèves) afin d'améliorer la collaboration entre les différents partenaires en vue d'obtenir de meilleurs résultats dans les écoles soutenues.

Une équipe, formée du DPEBA (Direction Provinciale d'Education de Base) et de trois inspecteurs dépendant directement de la Direction Provinciale de Koudougou, a mené une enquête au niveau de toutes les écoles afin de présenter à Res Publica une analyse de la situation ainsi que les méthodes permettant de pallier les difficultés décelées.

Une autre recommandation a été de motiver les parents d'élèves afin qu'ils exercent un contrôle sur le travail de leurs enfants et qu'ils s'investissent dans tous les travaux qu'ils peuvent réaliser au niveau de l'école (cantine, maraîchage, élevage...).

Il a été demandé à Res Publica d'investir davantage dans la formation des enseignants et d'abandonner le paiement des heures supplémentaires versées aux enseignants de CM2 au profit de stages de recyclage qui concernent l'ensemble des enseignants du CP1 au CM2.



Ecole de Pella B

Secteur Primaire

59 écoles 218 Classes 11 858 Elèves

Tout au long de l'année, les recommandations ont été suivies et des réunions régulières ont été tenues entre les différents partenaires.

Les bons résultats de cette année sont-ils dus à ces améliorations ?

La CEB de Soaw a été classée 1^{ère} des 20 CEB de la province du Boulkiemdé, la CEB de Nanoro 2^{ème} et la CEB de Pella 4^{ème} !

Bien entendu, tous les contrôles menés habituellement par Res Publica ont été laissés en place : vérification de la gestion des frais de scolarité, des cantines scolaires, des caisses de l'Association des Parents d'Elèves (APE), suivi des activités de maraîchage et du petit élevage...

CEB	Taux de réussite CEP		
	2008/2009	2009/2010	Variations
Nanoro	68 %	78 %	+ 16 %
Pella	51 %	70 %	+ 37 %
Soaw	50 %	79 %	+ 59 %

Depuis quelques années, nous nous intéressons à l'enseignement bilingue à l'école primaire. Cet enseignement permet à l'enfant de commencer la lecture dans sa langue maternelle (Mooré pour notre zone) et d'aller progressivement vers le français. La scolarité s'effectue en cinq ans au lieu de six dans l'enseignement classique. La langue n'étant plus un handicap, une grande participation est demandée aux parents d'élèves qui doivent s'investir dans l'apprentissage de certaines matières (musique et danses traditionnelles, atelier de menuiserie,...).

Constructions

Les constructions de bâtiments scolaires ont continué sous trois formes :

- les constructions d'écoles réalisées par des entreprises (avec pour objectif la normalisation* des établissements) : 3 écoles en 2009 (Pella Centre, Goulouré et Dacissé),
- les réfections réalisées par des entreprises (école de Dacissé),
- les constructions avec la participation des parents d'élèves : 12 écoles concernées, 7 logements d'enseignants, 7 cantines et 5 blocs latrines construits en 2009.

Au niveau des forages, 2 nouvelles réalisations sont à noter.



Ecole de Dacissé

Electrification de bâtiments

Afin de faciliter le travail des enseignants et des élèves le soir, il a été prévu d'installer des panneaux solaires sur une ou deux classes selon l'importance de l'école.

Chaque école candidate à l'éclairage doit d'une part, collecter une cotisation auprès des parents d'élèves qui servira à l'entretien et à la réparation du système et d'autre part, installer un gardien responsable des panneaux, rémunéré par la caisse APE.

Six écoles, ayant rempli ces conditions, sont déjà électrifiées.

La plupart d'entre elles organisent des cours du soir à l'attention d'adultes ou d'enfants non scolarisés.

*Une école est dite « normalisée » lorsqu'elle peut accueillir tous les niveaux du secteur primaire (soit 6 classes et 6 logements d'enseignants).

Association Solidarité Comoé

Cette association intervient depuis deux ans sur la région de Banfora/Mangodara, à l'ouest du Burkina Faso, en construisant des écoles, logements et latrines scolaires en brousse.

Res Publica, après avoir étudié le projet de construction proposé par Solidarité Comoé, intervient comme bailleur de fonds.

Hubert Devriès, Président de l'association se rend plusieurs fois par an sur place et coordonne l'ensemble du chantier qu'il mène à bien avec les villageois en quelques semaines. Ainsi, cette année, 7 classes, 3 logements d'enseignant et 3 latrines scolaires ont vu le jour. Nous avons également fourni le mobilier scolaire.



Amitié France Burkina

Cette association avec qui nous travaillons depuis de nombreuses années est toujours très efficace sur la zone de Mangodara : chaque année, de la même façon, nous construisons deux à trois écoles. Le sérieux de son président, Paul Deswartes, nous encourage à continuer ce partenariat.

Secteur Secondaire

510 Elèves soutenus

Le 5 décembre 2009, a eu lieu l'inauguration du Collège de Boulpon en présence de plusieurs ministres dont le Ministre des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique.

Nous avons eu une promesse d'ouverture de deux nouvelles classes de 6^{ème} à la rentrée 2010 avec affectation d'enseignants.

Cette année, le collège de Boulpon a reçu 145 élèves répartis entre la 6^{ème} et la 5^{ème}. La classe de 6^{ème} avait 90 élèves : seuls six élèves redoublent et deux sont exclus. Sur les 55 élèves de 5^{ème}, cinq redoublent. Afin de récompenser les meilleurs élèves de la zone (plus de 15 de moyenne), nous avons organisé un voyage scolaire au Musée de Maître Pacere à Manéga.



Collège de Boulpon

Les parents d'élèves, habitués à participer à la vie de l'école dans le secteur primaire ne font aucune difficulté pour s'investir au niveau de la vie du collège. Ainsi, la cantine, dont les vivres sont fournies en partie par l'Etat, est complétée par les parents d'élèves qui apportent mil et haricot.

Nous avons approché le Médecin Chef de District de Nanoro afin de lui soumettre l'idée d'installer une infirmière scolaire au collège de Boulpon. Cette idée a retenu toute son attention et les élèves pourront bénéficier de conseils et de soins dès la rentrée 2010/2011.

Cette infirmière aura pour mission d'écouter les élèves, auprès desquels elle organisera des séances de sensibilisation sur les différents sujets intéressant les adolescents. Cette personne sera sous statut de fonctionnaire et donc payée par l'Etat.

Nous avons soutenu durant cette année scolaire 510 élèves. Seuls 55 sont dans des établissements professionnels privés.

Les élèves suivant l'enseignement général sont majoritairement scolarisés dans le public (87%).

Les élèves que nous soutenons ont dans l'ensemble d'excellents résultats : 77 % passent en classe supérieure ou ont réussi leur examen de fin de cycle.

Cette année, nous avons présenté neuf élèves au bac et tous ont réussi.

18 élèves sur 24 présentés ont eu leur BEPC, quatre sur cinq leur BEP et deux sur trois ont eu leur CAP.

Les résultats de nos élèves s'améliorent d'année en année.

Il faut dire que les critères de sélection mis en place pour obtenir le soutien de Res Publica sont de plus en plus sélectifs : nous donnons bien sûr la priorité aux enfants dont les parents sont démunis, mais nous prenons en compte les notes du primaire. D'autre part, nous n'acceptons aucun redoublement.

Secteur Supérieur

45 Elèves soutenus

Dans l'enseignement supérieur, notre effectif est resté stable. Nous orientons le choix de nos élèves vers les écoles privées plutôt qu'à l'Université où les résultats sont de plus en plus médiocres et irréguliers. Les étudiants ayant choisi une filière privée doivent depuis cette année contribuer à hauteur de 20 % du coût de leur scolarité.

Foire scolaire de Pella

Le 6 mars 2010, l'école primaire de Pella, récemment construite par Res Publica, a accueilli la première Foire d'exposition des productions des écoles de sa circonscription.

L'objectif était de valoriser la diversité des activités péri-scolaires menées par les élèves, les enseignants et les parents d'élèves avec l'appui de Res Publica.

Ces productions permettent non seulement d'améliorer le quotidien des élèves par un apport nutritionnel (ou financier) à la cantine mais aussi de compléter l'apprentissage des élèves.

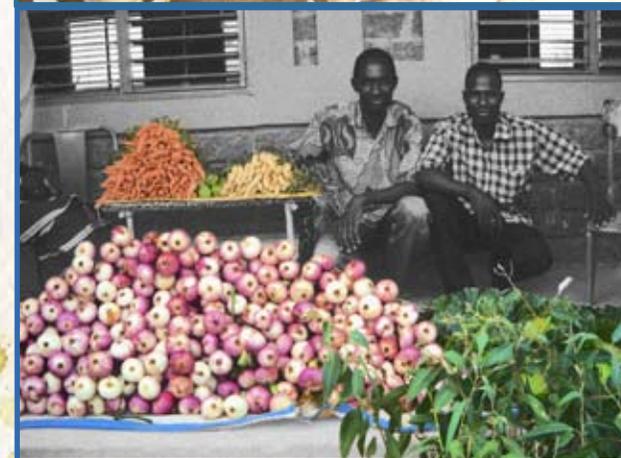
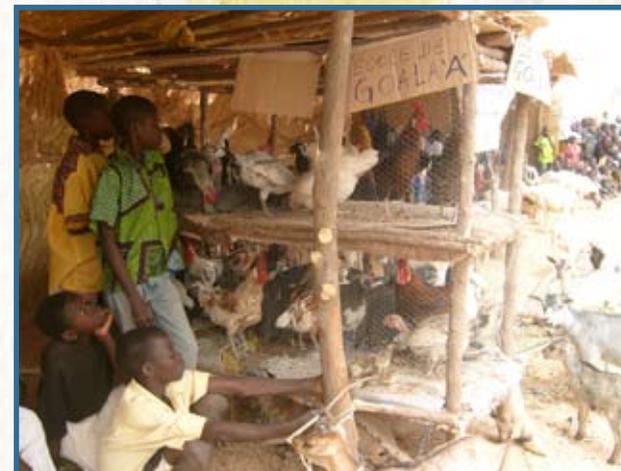
Les produits issus de ces activités ont été exposés sur des stands hauts en couleurs.

Chaque école a pu présenter avec fierté ses réalisations : pépinières d'arbres locaux, jardins de maraîchage, champs scolaires de céréales, petit élevage, transformations diverses (beurre de karité, fabrication de savon, huile Neem), etc.

Un concours de production des 17 écoles de la CEB a permis de récompenser les structures productives les plus méritantes et de les motiver par des prix adaptés (semences, grillage, arrosoirs, sacs de ciment).

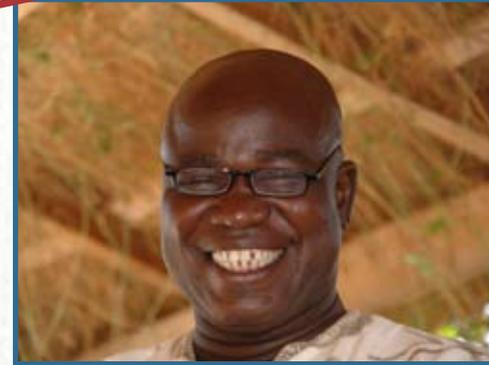
Parrainé par Madame le Ministre de l'Education de Base et de l'Alphabétisation, cet événement a reçu un accueil de qualité et participera à la reconnaissance du dynamisme de tous les acteurs locaux agissant dans le milieu scolaire et périscolaire.

Nous espérons reconduire cet événement en 2012 dans la circonscription de Nanoro ou celle de Soaw.



Stands de la foire de Pella

André Kaboré
Représentant local de Nanoro



« L'organisation de la foire 2010 a été une réelle réussite grâce à l'engouement et la dynamique qu'elle a créés.

Elèves, parents et enseignants ainsi que les diverses autorités (jusqu'au Ministère) se sont déplacés jusqu'à Pella pour découvrir les réalisations des écoles soutenues par Res Publica.

Albert Einstein disait : « Le monde ne sera pas détruit par ceux qui font le mal mais par ceux qui regardent et refusent d'agir ! ». Sachez qu'à Nanoro, nous ne voulons pas rester immobiles sur la route du progrès et du développement.

La Foire de Pella est le résultat d'une mobilisation générale autour des écoles de la zone pour valoriser leurs ressources et leurs savoir-faire.

Cette réalisation est la preuve qu'au-delà des aides extérieures, la détermination et la volonté de tous peuvent aboutir à de grandes choses. L'esprit de valoriser nos propres ressources est né, reste maintenant à le maîtriser et à l'entretenir. »



Agriculture

En 2009, les éléments naturels ont mené la vie dure aux agriculteurs et éleveurs de la Province du Boulkiemdé et du Burkina en général.

Arrivées tardivement fin juin, les précipitations sont restées régulières en juillet et en août. Mais c'est le 1^{er} Septembre que tout a basculé avec des inondations inhabituelles. La fin de la saison des pluies s'est terminée brutalement et très en avance.

Le mardi 1^{er} septembre 2009, Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso, a connu une pluviométrie exceptionnelle (300 mm d'eau tombés en près de 10 heures, soit près de la moitié des précipitations annuelles).

Le bilan humain est très lourd : une quinzaine de morts et plus de 150 000 sinistrés, la plupart, par suite d'effondrements des habitats précaires. Côté matériel, c'est l'ensemble des services et des infrastructures qui ont été mis à mal avec des dégâts très importants dans les hôpitaux et les administrations.

Au niveau des cultures, les conséquences sont aussi palpables avec des zones inondées en riziculture, des pépinières de maraîchage emportées et des cultures céréalières décevantes.



Relogement temporaire des familles expropriées

Barrage de Soum

Après 5 années de travaux difficiles, troublés par des retards en cascade, le barrage de Soum « devrait être mis en eau » lors de la saison des pluies 2010.

Avec environ 100 millions de m³ d'eau, cette retenue va complètement modifier la configuration géographique, économique et sociale de la zone. Au niveau agricole, plus de 1000 ha doivent être aménagés pour favoriser durablement les productions rizicoles, maraîchères et céréalières.

Mais pour l'instant, les problèmes ne font que commencer, notamment pour le déplacement des populations dont les concessions seront très bientôt englouties. Les travaux de relogement ayant pris du retard, des tentes de l'ONU ont été installées pour ces réfugiés d'un nouveau genre, afin de leur permettre de passer la saison des pluies.

Un autre problème se pose : la piste principale reliant Boussé à Nanoro (menant vers Ouagadougou) sera très certainement coupée par la mise en eau du barrage et, à ce jour, rien n'est prévu pour la remplacer.

Beaucoup de questions n'auront certainement pas de réponses définitives avant la mise en eau complète du barrage (la 4^{ème} plus grosse retenue d'eau du pays).

Certains de nos projets attendront donc encore que toutes ces questions soient résolues.



Riz local contre riz importé

Avec une production de 145 tonnes sur 46 ha, les rendements 2009 sont globalement satisfaisants (3,1 tonnes/hectare). Les difficultés se focalisent surtout sur la maîtrise du régime hydrique et sur l'organisation collective qui reste le point faible qui, d'une année à l'autre, peut déstabiliser chaque groupement de producteurs. L'écoulement du riz local s'effectue in situ. Une partie importante de la production est conservée pour la consommation familiale.



Riziculteurs de Goala (Pella)

Le financement d'une décortiqueuse a fait avancer la valorisation du riz paddy et devrait permettre aux producteurs d'accéder progressivement à des marchés plus rémunérateurs.

Les microcrédits alloués à cette production sont remboursés en nature et ce riz est directement affecté aux cantines des écoles primaires pour compléter les repas des enfants.

Cette action contribue à valoriser les productions et à sensibiliser les populations sur la qualité du riz local.

Les habitudes de consommation de riz importé sont une réelle barrière au développement de cette filière.

A Boulpon, après étude, le projet d'aménagement du bas fond irrigué a été stoppé car trop onéreux. Dans plusieurs bas fonds et périmètres rizicoles, les besoins, tant en constructions qu'en maintenance sont essentiels pour garantir une production sereine et régulière.

Le maraîchage, des filières à construire, des cultures à choisir

La culture de contre saison de maraîchage est devenue économiquement essentielle dans la zone.

A elle seule, la tomate représente un chiffre d'affaires de plus de 290 millions de francs cfa par an (soit environ 310 000 francs cfa pour chacun des 940 producteurs de la zone). Mais ce chiffre cache de nombreuses difficultés largement perceptibles en 2009 : une baisse globale de 30% des prix d'achat, une baisse des rendements et une nette augmentation des attaques et maladies sur les cultures.

Les questions d'écoulement sont loin d'être réglées, la politique des acheteurs ghanéens étant chaque année plus agressive.

D'un point de vue écologique, l'essor de la monoculture de la tomate sur la zone confirme ses conséquences néfastes sur la conservation des sols (surconsommation d'engrais, d'insecticides chimiques et inexistence des rotations culturales). Plus simplement, la culture de la tomate telle qu'elle est menée aujourd'hui n'est viable ni au niveau économique, ni au niveau environnemental.

Mais pour les producteurs, la prise en compte de ces facteurs reste difficile et se fera certainement dans la douleur, à force d'expériences.

Heureusement, certains d'entre eux n'hésitent plus à se différencier en diversifiant les variétés produites en oignons, choux, aubergines ou piments locaux.

La recherche de nouvelles productions, de nouveaux débouchés commerciaux au niveau régional et la transformation des produits sont des réponses aux problèmes actuels.

Pour l'année 2010, le programme de microcrédits sera suspendu afin d'éviter les problèmes que nous avons rencontrés cette année sur les remboursements. Toutefois, afin de continuer à soutenir les agriculteurs motivés, nous privilégierons un appui en semence et un appui technique en fumure organique.

Ces décisions marquent un tournant stratégique dans notre appui aux producteurs pour sortir de la politique du tout chimique, vers des productions plus raisonnées.

Au cours de la saison 2009-2010, l'encouragement des techniques d'engrais organiques est devenu une réalité. Côté prévention, l'utilisation de l'insecticide naturel à base de neem se développe peu à peu dans les jardins maraîchers.





Témoignage de Dominique Kouraogo Maraîcher de Boulpon

« Depuis déjà deux saisons, j'utilise des traitements à base de neem et je n'ai pas eu d'attaques importantes. Je prépare mes sols avec de la fumure organique à laquelle j'ajoute le minimum d'engrais minéral.

La première année mes rendements sont restés stables, j'ai donc réalisé des économies sur les intrants. Cette année, j'ai noté une réelle amélioration.

En termes de culture, j'ai choisi de diversifier mes productions. Ma parcelle de 5 000 m² est partagée entre la tomate, l'oignon, le concombre et la pomme de terre. Je ne dépends ainsi plus seulement des camions ghanéens qui passent quand ils veulent sur la piste pour acheter la tomate et déterminent seuls les prix. Mes revenus se sont étalés dans la saison et je consomme une grande partie des invendus.

Cette année, j'ai pu rembourser mon crédit auprès de Res Publica et réaliser un gain d'environ 400 000 F CFA. Je souhaite continuer à me former à de nouvelles spéculations avec l'appui des agents de Res Publica et lors de séances d'échange avec d'autres producteurs. »

Une nécessité éco-utile

Dans le cadre de notre recherche d'alternatives à l'utilisation systématique des engrais chimiques, un programme pilote de construction de fosses fumières a été initié.

Dix fosses de compostage ont été construites sur neuf sites de production. Pour garantir la durabilité de ces fosses, une stabilisation en dur a été nécessaire à base de matériaux locaux (pierres sauvages ou pierres taillées, selon la disponibilité sur le site).

Pour réaliser ce projet, Res Publica a pris en charge le maçon ainsi que les matériaux de construction. Les bénéficiaires quant à eux se sont chargés de la main d'œuvre (réalisation des trous d'une contenance de 12 m³). Une formation leur a été dispensée afin de maîtriser la technique de compostage.

Une évaluation sera réalisée en fin d'année 2010 pour valider la bonne utilisation de ce nouvel outil de production de fertilisant naturel. Dans l'idéal, il serait nécessaire de diffuser largement cette technique et permettre ainsi aux producteurs de réaliser des économies. L'intérêt serait également une meilleure prise en compte des impacts environnementaux par les agriculteurs (protection des sols et des nappes phréatiques).



Fosse fumière en construction

Le coulis de tomate, un moyen simple pour conserver et valoriser

Pour la deuxième année consécutive, les 40 femmes (organisées en 5 groupements) ont prouvé que la technique de fabrication était maîtrisée. Les quantités produites ont été triplées malgré des conditions de production encore très artisanales (signe d'une forte motivation).

Ainsi, même si les problèmes restent nombreux (organisation du travail, gestion des approvisionnements, logistique et modalités de vente), le potentiel économique est validé. Nous devons aujourd'hui créer un partenariat efficace entre les producteurs (fournisseurs de la matière première) et leurs épouses (ou voisines transformatrices), car pour l'instant, ce lien pourtant très proche a beaucoup de mal à se mettre en place.

A ce jour, la production 2010 du coulis de tomate « *made in Nanoro* » est en phase de vente sur les différents marchés des villages. Les productrices découvrent elles-mêmes les atouts et faiblesses de leurs produits. Nous espérons que l'année 2011 leur permettra de s'approprier entièrement cette nouvelle activité en développant une demande locale garantissant un minimum de débouchés et en s'organisant collectivement pour initier de nouvelles expériences.

De plus en plus présent, le problème d'écoulement des productions locales impose à la fois la création de filières de commercialisation en direction des centres urbains les plus proches mais aussi la création d'une valeur ajoutée qui ne peut s'acquérir que par la différenciation et la transformation locale des produits.

Sur la tomate, le constat est clair. Les importateurs ghanéens ont mis en place un circuit intégré sous emprise où l'essentiel des bénéfices est redistribué entre les différents rabatteurs (localement appelés « *coxeurs* »). Les producteurs sont acculés et contraints de vendre à n'importe quel prix. L'abus de position dominante est écrasant et s'exerce parfois à la limite de la violence.

Pour sortir de cette dépendance, seule la diversification des productions et des réseaux de commercialisation pourra garantir un revenu décent aux producteurs.

Dans ce contexte, la porte entr'ouverte par les groupements de femmes sur la fabrication de coulis de tomate est une solution économiquement et socialement viable.



Groupement de femmes



Coulis de tomate de Nanoro

Transformation d'une ressource locale inexploitée : les graines de Neem

Au départ, surtout valorisées pour ses propriétés d'insecticide naturel sur les cultures de maraîchage, les graines du neemier (arbre présent à l'état sauvage) s'avèrent être un produit rentable tant pour son huile (de plus en plus utilisée dans la cosmétique locale et internationale) que pour ses décoctions (macérations utilisées pour traiter de façon préventive les cultures). Voici donc une ressource locale naturelle entièrement valorisable avec des moyens de productions simples et accessibles localement.

Cette deuxième année d'activité nous a permis de valider des débouchés intéressants dans les domaines de la cosmétique (fabrication de savons, de crèmes anti moustiques, de lotions anti-poux, etc...). A priori, la totalité de la production 2010 (soit 700 litres d'huile - le triple de l'an passé) serait déjà vendue sur commande à des ateliers de transformation de Ouagadougou. Quelques pistes à l'exportation en France sont même en cours de négociation.

Pour les débouchés agricoles par contre, les ventes de tourteaux (résidus de fabrication de l'huile) restent encore faibles. Les producteurs préfèrent utiliser les décoctions à base de feuilles, pratique qui pourrait à terme devenir néfaste à la production des graines.



Graines de Neem



Huile de Neem

Il faudra donc sensibiliser ces producteurs à l'utilisation des tourteaux, pratique plus efficace en terme de concentration en azadirachtine, principe actif de la plante, et plus respectueuse du cycle de vie de l'arbre.

Il est important de noter aussi que l'augmentation de la demande en graines de neem, matière première produite à l'état sauvage, commence à se faire sentir sur le marché local. Une hausse du prix du plat de graines (appelé yorba) est depuis peu observable.

Cette évolution somme toute prévisible, doit dès aujourd'hui soulever un questionnement sur le renouvellement du parc forestier local. Nous débuterons donc dès cette année un programme de plantation de neemiers avec les groupements.

Cette activité au départ novatrice apparaît prometteuse. Les groupements de femmes ont très bien senti cette opportunité nouvelle. Toutefois, c'est encore une fois l'organisation des groupements qui s'avère difficile à mettre en place. Même si les femmes sont très motivées, les activités individuelles rentrent souvent en conflit avec l'intérêt collectif. Nous travaillerons donc surtout sur cet aspect d'organisation pour permettre un réel décollage des groupements et une diversification des activités.

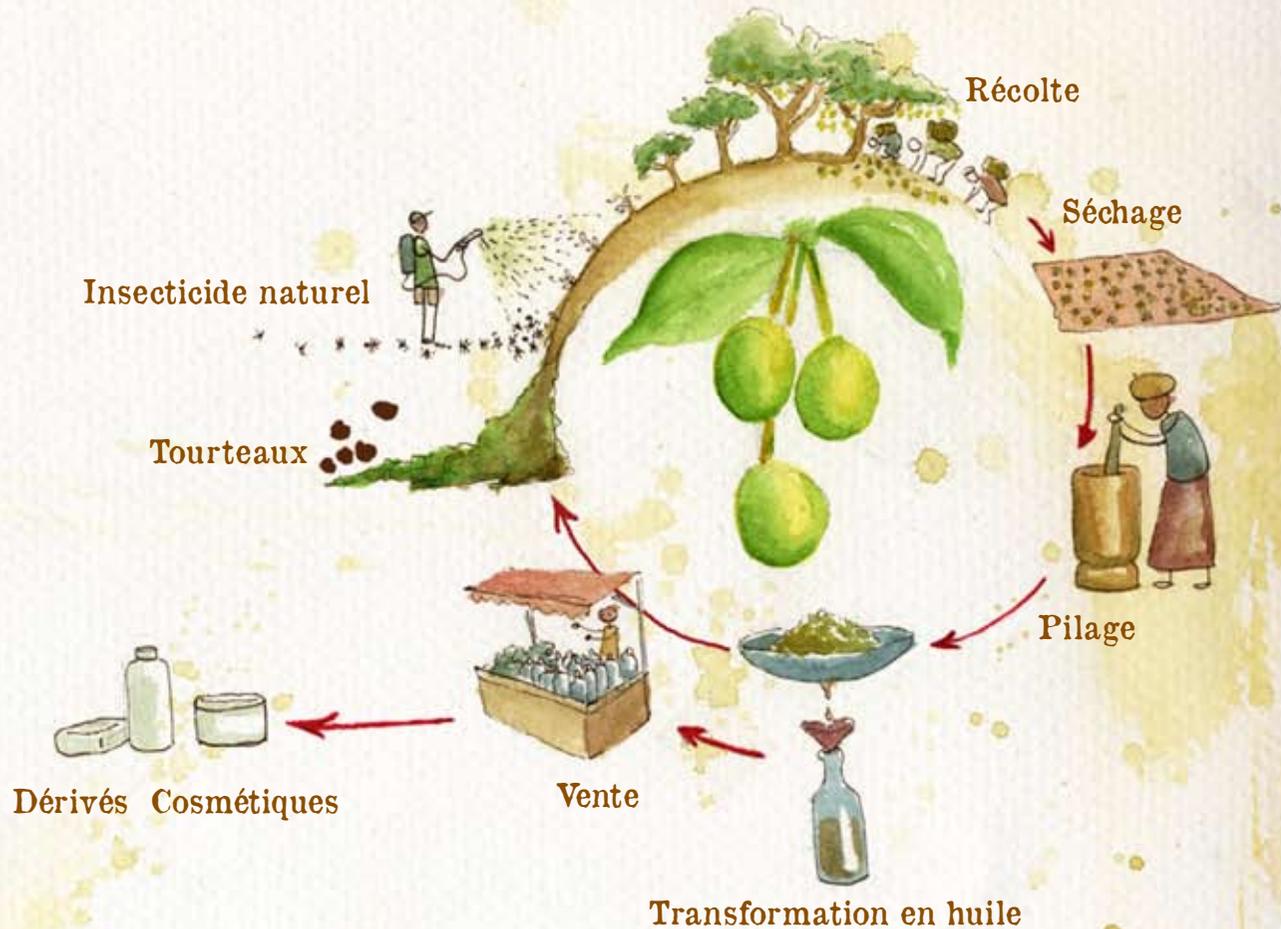


Mariame Kondombo - Présidente du groupement de femmes de Nazoanga.

Cette année, les activités de transformation lui ont permis de gagner environ 30 000 francs cfa. Cet argent lui a servi à payer seule la scolarité de ses trois enfants et de prendre en charge l'hospitalisation de l'un d'eux pour une crise de paludisme. Elle a aussi pu acheter du haricot à revendre à la saison haute.

« Les activités de transformation de notre groupement commencent cette année à être rentables. Nous sommes très motivées car nous découvrons peu à peu tout l'intérêt des produits à base de Neem. J'ai personnellement testé ce produit pour traiter mes cultures de gombo et d'aubergines. Je n'ai subi aucune attaque. Mon enfant a eu des problèmes de peau (teigne), l'huile de neem a permis de le soigner. Nous espérons que les débouchés se développeront et que nous pourrions gagner plus d'argent. ».

Cycle de transformation du Neem



Au niveau du marché

Une équipe de douze baroudeurs composée d'ingénieurs agronomes, de forestiers et de chercheurs en économie, conduite par un chauffeur aguerri a réalisé un voyage d'étude pour découvrir l'arbre du paradis...

Face à toutes les interrogations vis à vis des pratiques et des utilisations du Moringa, Silva, Avsf, Microfel et Res Publica ont décidé de réaliser ce projet.

C'est ainsi que le groupe a écumé le Burkina Faso, le Niger, le Bénin et le Togo dans le but de prendre connaissance des compétences et activités des populations dans ces quatre pays.

Les rencontres furent enrichissantes et les participants sont revenus de ce voyage convaincus des potentiels multiples de l'arbre (fourrage pour animaux, huile pour la pharmacopée, application cosmétiques diverses), et plus particulièrement des bienfaits du Moringa dans le domaine des compléments alimentaires.

Dans les quatre pays, la demande de feuilles fraîches ou sèches pour les usages culinaires croît rapidement. Elle est propre à certains groupes ethniques, les Haoussas par exemple, mais elle ne s'y limite pas. La demande urbaine pour les produits dérivés de longue conservation (à usage culinaire ou nutritionnel) augmente rapidement dans les pays côtiers. Le Ghana est très en avance sur ce plan par rapport au Bénin et au Togo. La capitalisation et la diffusion des connaissances ghanéennes (méthodes de production et de conservation) permettraient de créer une dynamique dans tous les pays de la zone.

Pour les villages situés à proximité des villes, les filières restent à consolider mais assurent d'ores et déjà des débouchés satisfaisants aux feuilles fraîches et sèches. Ailleurs, dans les villages isolés, l'emploi du Moringa comme ressource fourragère pour les volailles et les petits ruminants peut assurer des revenus complémentaires.



Au niveau de la production

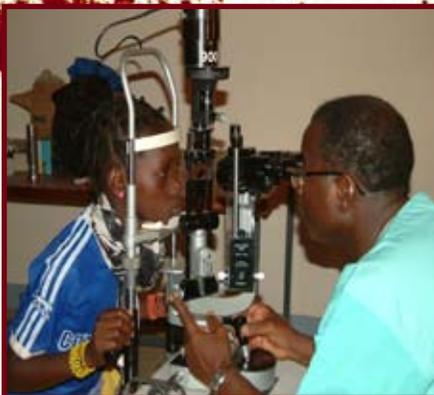
Les techniques de culture et de récolte sont très différentes selon les contextes agro-écologiques ; relativement simples et reproductibles en zones humides, elles le sont beaucoup moins en zones arides, où les trois modalités principales (jardins de case, jardins maraîchers et jardins scolaires) ne sont mises en œuvre que depuis peu.

Dans le premier cas, les « itinéraires techniques » mis en œuvre par des producteurs expérimentés peuvent être recueillis et systématisés sous forme de fiches techniques. Dans le deuxième, il convient d'abord de disposer de plus de références sur les pratiques actuelles et de favoriser les échanges entre producteurs.

Autre piste intéressante à développer : la valorisation du bois dans les composts peut apporter une contribution significative à l'amélioration des cultures.

Au retour de cette mission, une journée dédiée à la thématique a été organisée avec le réseau Moringa Burkina. L'avenir de ce projet suit son chemin puisque Res Publica envisage d'expérimenter l'arbre dans sa zone d'action.

Santé



Docteur Paté Sankara
Ophtalmologiste

Dépistage des troubles visuels à l'école

9500 élèves 49 écoles 137 cas résolus

Dans les tous premiers mois de l'année 2010, le Docteur Paté Sankara a organisé un dépistage massif sans précédent des cas de basse vision auprès des élèves de primaire de notre zone d'intervention.

La majorité des élèves de primaires ont bénéficié de ce test de la vue. Cette opération s'est décomposée en quatre phases : la formation des agents de dépistage, le dépistage massif, l'examen de diagnostic et les soins (remise de lunettes de correction ou traitement adapté).

Au final, 137 cas de vision anormale, considérés comme gênants (avec moins de 7/10°) ont été relevés dont majoritairement des cas de myopie, d'hypermétropie ou d'astigmatisme. Plusieurs autres cas plus graves d'infections cornéennes, de traumatismes ou de cataractes précoces ont été décelés et pourront être soignés dans les semaines à venir.

Ce type d'action encore trop rare en milieu rural est essentiel pour garantir la réussite scolaire des enfants gênés par des problèmes bénins d'acuité visuelle.

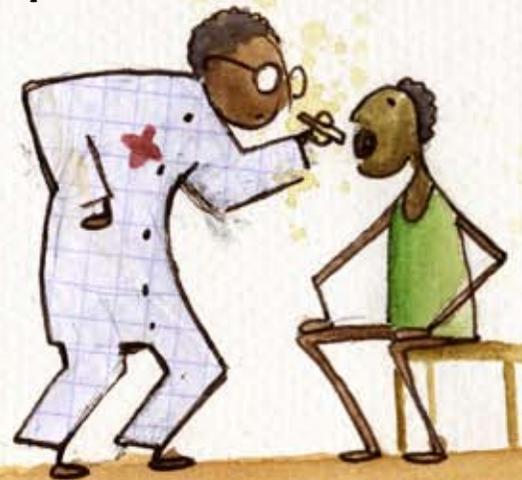


Maternité de Nazoanga

Une nouvelle maternité pour Nazoanga

Berceau historique de l'implantation d'EMEJ (Entraide Médical Eugène Jamot) au Burkina Faso, il y a maintenant plus de 20 ans, le village de Nazoanga avait un besoin important de compléter ses installations de santé par une maternité de nouvelle génération. Piloté par le Docteur Fournel, ce projet est conçu sur le même principe que celui de Soaw (chantier réalisé en 2007) : construction d'une maternité et d'un logement F3 pour l'accoucheuse.

Le financement des travaux est pris en charge par Res Publica. Emej finance l'achat de nouveaux matériels pour la maternité.



Focus santé à Soum

1 dispensaire 1 maternité 1 pharmacie 3300 consultations
200 accouchements 700 consultations prénatales par an



Centre de Santé et de
Promotion Sociale de Soum

En activité depuis 2008, le fonctionnement du Centre de Santé de Soum (incluant un dispensaire et une maternité) est aujourd'hui satisfaisant.

Gérard Fournel, président d'Emej, notre partenaire dans le secteur de la Santé affirme pouvoir compter sur une équipe sanitaire constituée d'agents sérieux, efficaces et motivés.

Le CSPS de Soum assure depuis son ouverture une moyenne annuelle de 3300 consultations curatives, 200 accouchements, 2300 consultations de nourrissons et 700 consultations pré-natales, ce qui place cette institution dans les 6 premières formations sanitaires du District Sanitaire de Nanoro.

La mise en route du planning familial demeure lente, compte tenu des mentalités locales et ce, malgré la subvention des produits (au choix, la pilule, l'injection ou l'implant). Cette lenteur est peu compréhensible dans la mesure où une grande majorité de la population (surtout les femmes) semble acquise à la régulation des naissances, et que l'Imam local a affiché son soutien : mais cela reste la théorie.

La pratique est celle que nous rencontrons un peu partout quand nous mettons ce programme en route : une pression certaine des hommes contre ce projet, un soutien plus que virtuel des chefs religieux malgré leurs encouragements de façade.

En 2009, le planning familial de Soum a concerné 121 femmes, soit environ 12 % des 950 femmes en âge de procréer dans le village (546 à Nanoro ; 249 à Nazoanga et 308 à Soaw).

La mise en eau du barrage de Soum, avec l'afflux de population annoncé, provoquera certainement une hausse significative des activités. A ce jour, il est bien difficile d'anticiper ce bouleversement, et la manière dont se fera l'afflux de population. La conséquence de ce flou est que la programmation du développement du CSPS de Soum, les prévisions à faire quant à la nécessité d'agents de santé supplémentaires (avec les travaux immobiliers afférents), relèvent de spéculations et d'impressions, plus que d'arguments solides. L'activité de ce dispensaire est certainement satisfaisante en l'état, mais son développement, pour prévisible qu'il soit, résulte plus de projections que de solides certitudes.

Guinée

Soutien aux guinéennes, victimes des événements du 28 septembre 2009

Depuis la mort de Lansana Conté en décembre 2008, la Guinée Conakry vit une période de gouvernance mouvementée, laissant paraître çà et là, les premières lueurs de la démocratie. Le véritable feuilleton mené par Moussa Dadis Camara (chef de la junte militaire) aura tenu en haleine toute la communauté internationale avant de connaître une fin précipitée.

Res Publica a suivi l'ensemble de ces événements en appui aux représentants de la société civile guinéenne.

En décembre 2009, un de nos représentants s'est rendu à Dakar (Sénégal) pour porter assistance à huit femmes victimes de viol lors de la manifestation de l'opposition guinéenne du 28 septembre 2009.

En effet, à l'appel des partis politiques de l'opposition et de la société civile guinéenne, la population est sortie massivement, pour protester contre une éventuelle candidature aux élections du chef de la junte guinéenne au pouvoir depuis le 23 décembre 2008.

Cette manifestation, qui a eu pour cadre le stade de Conakry, a été sévèrement réprimée par l'armée. Plus d'une centaine de morts a été déplorée ainsi que plusieurs dizaines de femmes violées par les militaires.

Grâce aux efforts de certaines ONG locales guinéennes, les cas les plus graves parmi les femmes violées ont été évacués au Sénégal pour y être soignés. Après deux mois de soins intensifs, huit femmes sont restées pour continuer leur traitement. Le départ des autres femmes est dû à la détérioration de leurs conditions de vie suite à l'épuisement des ressources mobilisées pour leur prise en charge.

Pour remédier à cette situation préoccupante, les organisateurs de l'évacuation des femmes nous ont sollicités pour prendre le relais financier et logistique.



L'appui de Res Publica a consisté à louer et équiper un appartement en vue de fournir un cadre de vie à ces femmes en détresse.

L'intervention de Res Publica a été vivement saluée par les bénéficiaires elles-mêmes mais aussi par leurs encadreurs. Ils ont surtout apprécié la qualité de l'approche de Res Publica qu'ils ont jugée efficace.

Sous-couvert d'anonymat, certaines bénéficiaires ont tenu à commenter leur séjour.

« Cette aide de Res Publica nous a permis d'avoir un domicile fixe et surtout un cadre de vie semblable à celui que nous avions lorsque nous étions chez nous en Guinée. Le fait de partager un logement nous donne l'occasion d'échanger et de partager nos angoisses et préoccupations. C'est le début d'une vie sociale nouvelle et cela contribue à combattre l'ennui et la nostalgie du pays ».

« J'avais très envie de manger des plats guinéens que j'avais l'habitude de préparer quand j'étais au pays. Lorsque j'étais à l'hôtel, je ne pouvais pas le faire car les conditions n'étaient pas réunies. Ce que j'apprécie le plus, c'est le fait d'aller au marché pour faire les emplettes. En achetant chaque jour les condiments pour préparer nos repas, j'ai l'occasion de discuter avec les vendeuses et d'autres personnes travaillant dans le marché de légumes qui se trouve juste à côté. Je reprends peu à peu goût à la vie ».



Lieu de vie des femmes

Nicaragua

Le partenariat Agua para la Vida / Res Publica

3 villages 58 familles 369 bénéficiaires

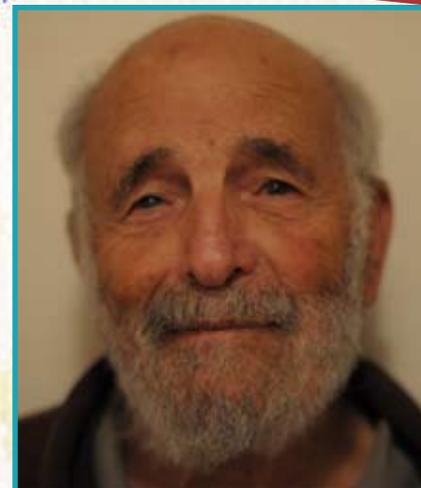
Dans le cadre de nos objectifs d'appui au développement économique et social en milieu rural, l'association Res Publica a pris contact en 2005 avec l'association APLV (Agua Para La Vida) dans l'optique d'étudier la possibilité d'une collaboration entre les deux structures. Jusqu'à maintenant, trois projets ont été réalisés dans les villages d'Okawas (2006), de Monte Cristo (2008), et de Quiragua (2009), ce qui a permis de vérifier les qualités techniques et humaines de l'équipe d'Aplv Nicaragua.

Aplv est une association spécialisée dans l'étude et la réalisation de systèmes de distribution d'eau potable.

Implantée au Nicaragua depuis 1987, elle appuie des villages isolés et démunis pour la conception et la construction de leur propre système d'eau potable par une technologie de captation de sources, de distribution des habitations par gravitation, complétée par un programme de construction de latrines, un accompagnement social et sanitaire des populations ainsi qu'un programme de reforestation et de sensibilisation à la protection environnementale.

Forte de ses 21 années d'expérience de terrain, avec plus de 55 projets réalisés, Aplv a créé une école technique dans la ville de Rio Blanco (ETAP), qui forme des jeunes issus de milieu défavorisé à devenir eux-mêmes des Chefs de projets en eau grâce à un enseignement en alternance d'une durée de trois ans. La structure franco-américaine transfère ainsi son savoir-faire à des techniciens locaux formés sur le terrain.

Gilles Corcos - Président d'APLV



Cela fait quatre ans que Res Publica s'est penché sur les besoins criants de l'eau potable au Nicaragua. C'est ainsi qu'une collaboration entre cette association et l'ONG Agua Para La Vida (APLV) s'est initiée dans le but de remédier à cette situation aussi chronique qu'intolérable.

Du point de vue d'Aplv, cette collaboration est idéale en ce sens qu'elle combine ce qui nous semble être un parfait mélange de rigueur, de compréhension et de professionnalisme.

Il se trouve que ce mariage heureux est loin d'être monnaie courante en particulier entre les gros bailleurs de fonds et les ONG de terrain. Les précautions dont s'entourent les bailleurs sont censées les protéger d'irrégularités mais compliquent les relations et rendent bien plus coûteux les appels de fonds. Les initiatives d'associations comme Res Publica sont donc particulièrement précieuses et contribuent efficacement à l'amélioration du sort des pays en voie de développement.

Nous souhaitons que cette collaboration, en réalité tripartite (entre Res Publica, Aplv et les communautés rurales concernées) se prolonge durablement.

Agua pour le village de « Quiragua »



Comité de gestion du réseau d'eau

Situé à 33 kilomètres au Sud Ouest de Rio Blanco, le village de Quiragua est la troisième concrétisation du partenariat Aplv / Res Publica.

Ce projet s'inscrit dans une dynamique collective puisque la source choisie par les techniciens d'Aplv servira à alimenter trois villages successifs (Quiragua, El Carmén et San Isidro).

La première étape de captation de la source, à 15 km du village dans la Réserve Naturelle du Mont Musun, a permis d'équiper le premier village. En 2010, le système gravitaire d'El Carmén sera lui aussi construit sur fonds Res Publica. Le dernier village sera financé par une fondation américaine.

Au total, environ 200 personnes bénéficieront d'un système sanitaire décent.



Réservoir de stockage



France

Autistes dans la Cité



En France, l'Autisme concerne 400 000 personnes. Dans la Loire, ce chiffre est d'environ 4000 et il est vrai que nous en entendons très peu parler.

Créée en 2007 à l'initiative de parents d'enfants autistes, cette association bouscule les a-priori dans la région stéphanoise pour aider ce public à trouver sa place dans notre société.

Informier, accompagner les professionnels mais surtout soutenir les familles dans leur quotidien est le combat de Danièle Langlois, Présidente de cette structure.

Cette année, Autistes dans la Cité, avec Res Publica à ses côtés, a décidé de se substituer à l'Etat en créant un poste d'auxiliaire aux familles. Par cette initiative, l'association espère inciter au financement de ce besoin par les pouvoirs publics.

L'Espace Projets Interassociatifs - EPI



Implanté à Vaulx-en-Velin depuis 1991, l'Espace Projets Interassociatifs soutient les associations locales pour favoriser le lien social entre les habitants, les dynamiques solidaires dans les quartiers et redonner la parole aux habitants.

Dans cette action, l'EPI appuie les structures dans leur montage de dossier et les recherches de financement. Un rapprochement avec Res Publica se met à peu en place pour favoriser l'émergence de projets innovants.



PARTENARIAT AVEC BIORFORCE – CONCOURS SOLIDAIRE

10 projets soutenus 35 participants

La solidarité n'est pas qu'internationale, même dans nos pays industrialisés, les besoins des populations sont grands et les écarts sociaux importants. C'est dans ce contexte que Res Publica intervient en partenariat avec l'Institut Bioforce pour promouvoir les valeurs de solidarité et de citoyenneté auprès des jeunes issus de quartiers populaires de l'agglomération lyonnaise.

Cette année, 35 jeunes âgés de 13 à 17 ans ont participé au Concours Solidaire. 10 projets ont donc été suivis et réalisés.

Ce Concours fait appel à toute les forces disponibles. C'est ainsi que les animateurs sociaux sont appelés à encadrer les groupes dans toutes les phases du projet.

Cet évènement a pour but de prouver aux jeunes que tout le monde peut agir à son niveau, au bas de la porte de son immeuble, comme à l'autre bout du monde. Il offre aux jeunes une opportunité d'agir et de se découvrir.

Comme le dit Nawel, participante au Concours :

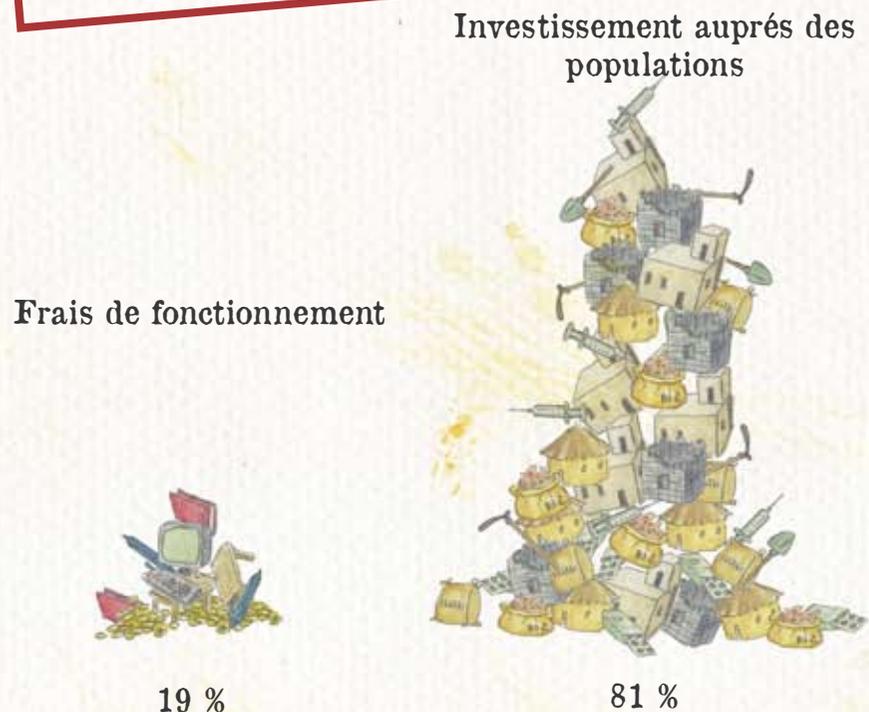
« Après avoir mené notre action auprès des enfants du Centre d'accueil pour demandeurs d'asile de Vaulx en Velin, je suis persuadée de vouloir travailler dans le secteur de la solidarité ».

Voir naître des vocations, se sentir valorisé, écouté et techniquement encadré, voilà ce qu'apporte un tel Concours.



Chiffres

Répartition : Fonctionnement / Appui terrain



Budget annuel 2009 : 1,3 millions d'euros
dont 80 % affectés au Burkina Faso

Thierry Sciari
Gestionnaire de projets

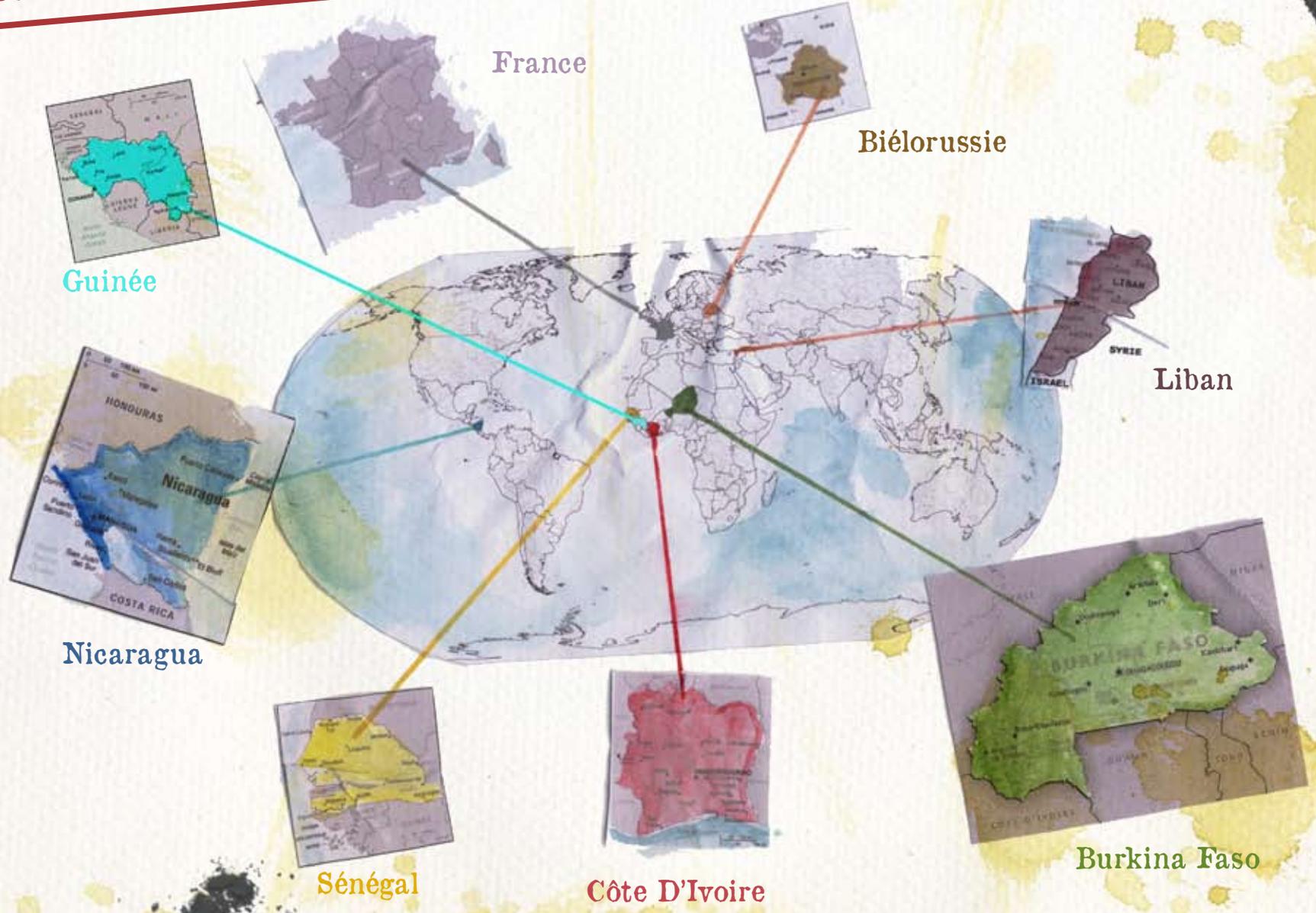


Chez Res Publica, chaque euro durement gagné dans le secteur privé est dépensé à sa juste valeur pour bénéficier directement aux publics ciblés. C'est dans cette logique que nous travaillons vers un développement concerté, axé sur la recherche d'autonomie, dans la négation des travers de l'assistanat dans toutes ses formes.

Que ce soit au Burkina Faso, en France, ou ailleurs, nous mettons un point d'honneur à suivre nos investissements et à contrôler leur utilisation.

Le respect de ce principe nous oblige à une rigueur importante mais limite aussi nos partenariats aux seuls projets où nous sommes en mesure de suivre l'argent jusqu'au bénéficiaire final.

Notre Histoire avec le monde



France

Biélorussie

Liban

Burkina Faso

Côte D'Ivoire

Sénégal

Nicaragua

Guinée

www.respublica.asso.fr

Res Publica France

Immeuble Britannia, 10ème étage - 20 Bd Eugène Deruelle
69432 LYON CEDEX 3 (FRANCE)

Tél : 00.33.(0)4.37.28.62.10 / Fax : 00.33.(0)4.37.28.62.11
info@respublica.asso.fr

Res Publica Burkina Faso

auprès de notre représentant national :

Res Publica ONG- 11 BP 788 - CMS OUAGADOUGOU (BURKINA FASO)

Tél : 00.226.50.38.03.37

Fax : 00.226.50.38.03.23

respublica@fasonet.bf

